

Liste de femmes créatrices suisses, rubrique Politique et droit

BERENSTEIN-Wavre, Jacqueline (1921-), politicienne socialiste, membre du législatif municipal (1968-1969) et cantonal (Grand Conseil, 1973-1989) de Genève, présidente de l'Alliance de sociétés féminines suisses (1975-1980), fondatrice du Collège du travail, une des initiatrices de l'article constitutionnel sur l'égalité des droits entre hommes et femmes, adopté en suffrage populaire en 1981.

BLOCH-BOLLAG, Rosa (1880-1922), d'abord anarchiste puis marxiste révolutionnaire et féministe aux talents oratoires exceptionnels, fait partie de l'aile gauche du comité d'action d'Olten dirigeant la grève générale suisse de 1918, première présidente de la commission féminine du Parti socialiste suisse dont elle est membre depuis 1912, rédactrice du journal *Die Vorkämpferin* (La pionnière). Adhère au parti communiste après la scission du parti socialiste en 1920.

BÖHLEN, Marie (1911-1999), avocate et juge des mineurs à Berne (1957-1971, première femme à occuper un tel poste en Suisse où elle introduit les travaux réparatoires comme alternative aux amendes et arrêts), auteure du commentaire classique du droit pénal suisse des mineurs (1975), préside les Femmes socialistes suisses (1966-1974), quitte son poste pour entrer à plein temps en politique après l'acceptation des droits politiques des femmes en Suisse (1971) : membre du législatif de la ville de Berne 1972-1976 et du canton de Berne (1974-1986).

BRUNNER, Christiane (1947-), lic. iur., présidente du syndicat des Services publics SSP (1982-1992), puis de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie FTMH (1992-1996) et co-responsable de la fusion des syndicats FTMH et SIB (UNIA) en 1996, politicienne socialiste en tant que conseillère nationale (1991-1995) puis conseillère aux Etats (1995-2007), présidente du parti socialiste (2000-2004). Candidate officielle de son parti au Conseil fédéral en 1993, la majorité bourgeoise lui préfère le conseiller d'Etat socialiste Francis Matthey qui renonce à son élection; le parlement lui préfère en nouvelle élection Ruth Dreifuss*.

BUGNION-SECRETAN, Perle (1910-2004), féministe bourgeoise romande, d'abord engagée en tant que cheftaine du Mouvement suisse des éclaireuses (1957-1967) et membre du comité de l'Association mondiale des éclaireuses (1963-1975), devient présidente de la Commission des relations internationales de l'Alliance de sociétés féminines suisses, membre de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO et présidente de son groupe de travail «Situation de la femme en Suisse» et en tant que telle commanditaire de la première étude sociologique sur ce sujet (1975), engagée par ailleurs pour l'entrée de la Suisse à l'ONU et son adhésion à l'EEE.

CHAPONNIERE, Martine (1949-), lic. sci. po. et dr. en sci. éduc, militante féministe participant à la fondation du MLF à Genève (1969, Suisse romande), coordonne la campagne pour l'article constitutionnel sur l'égalité des droits (1981) en Suisse romande et assure dans cette fonction la liaison avec les organisations féministes bourgeoises.

CHAPONNIERE-CHAIX, Pauline (1850-1934), grande figure du féminisme suisse et international, consacre sa vie à l'oeuvre sociale, féministe et humanitaire; fait partie du comité d'organisation du premier Congrès suisse des intérêts féminins (1896) et préside à deux reprises l'Alliance de sociétés féminines suisses (1904-10, 1916-20) qui en résulte, préside aussi le deuxième Congrès des intérêts féminins (1921), devient présidente du Conseil international des femmes après la première guerre mondiale. Dès 1922, elle siège au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et en est vice-présidente entre 1930 et 1932.

Conseillères fédérales (Suisse) : Le Conseil fédéral, composé de sept membres, est le gouvernement suisse. Il est élu par les deux chambres réunies du parlement pour des périodes de quatre ans et se compose depuis 1959 (entrée définitive du parti socialiste au gouvernement) selon une clé de répartition informelle basée sur la force électorale des partis les plus importants, clé changée lors des élections de 2003, où le parti chrétien-démocrate perd un siège (celui occupé par Ruth Metzler) au profit du Parti démocratique du centre. Le Conseil fédéral est présidé en tournus annuel par un de ses membres, élu l'année précédente en tant que vice-président par ses pairs dans l'ordre d'ancienneté. Ruth Dreifuss (1999) et Micheline Calmy-Rey (2007) ont ainsi été les premières femmes présidentes du collège gouvernemental. Suite aux élections de 2007, le Conseil fédéral compte trois femmes parmi ses sept membres et une femme – Corina Casanova - comme chancelière fédérale. L'entrée au Conseil fédéral devint possible pour les femmes avec l'acceptation des droits politiques au niveau national par suffrage populaire en 1971.

Sommarruga, Simonetta (1960-), formation de pianiste et de langues, entre tôt en politique pour le parti socialiste (députée du Grand Conseil du canton de Berne), se fait connaître surtout en tant que présidente de la Fondation pour la protection des consommateurs 1993-1999. Conseillère nationale 1999-2003 Conseillère aux états 2003-2010), elle est élue comme Conseillère fédérale en 2010.

Widmer-Schlumpf, Eveline (1956-), avocate, notaire, juge, première femme élue au gouvernement du canton des Grisons (1998) qu'elle préside en 2001 et 2005, puis conseillère fédérale du parti démocratique du centre, élue 2007 à la place de Christophe Blocher, trop controversé en raison de son non-respect du principe de la concordance gouvernementale. Suite à l'acceptation de son élection, elle est exclue de son parti.

Leuthard, Doris (1963-), avocate proche des milieux économiques, députée au Grand Conseil argovien 1997-2000, conseillère nationale 1999-2006, présidente du parti chrétien-démocrate (2004-2006) puis conseillère fédérale (2006-).

Calmy-Rey, Micheline (1945-), lic. sci. po., députée socialiste au Grand Conseil 1981-1997 qu'elle préside 1992-93, conseillère d'Etat du canton de Genève (1997-2002), conseillère fédérale socialiste (2002-).

Metzler-Arnold, Ruth (1964-), experte-comptable et vice-directrice d'une compagnie internationale d'audit et de conseil (1992-1999), juge, conseillère d'Etat du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures (1996-1999), puis conseillère fédérale du parti chrétien-démocrate (1999-2003), non réélue au profit de Christoph Blocher du Parti démocratique du centre en raison de la nouvelle force électorale de ce parti.

Dreifuss, Ruth (1940-), lic. sci. éc., secrétaire centrale de l'Union syndicale suisse (1981-1993), puis conseillère fédérale socialiste (1993-2002), préférée par le parlement à la candidate socialiste officielle Christiane Brunner* (1947-), considérée trop radicale par la majorité bourgeoise. Elle est le premier membre juif du gouvernement suisse.

Kopp-Iklé, Elisabeth (1936-), avocate, conseillère nationale (1979-1984) du parti radical et première femme élue au Conseil fédéral (1984-1989), forcée à démissionner après avoir informé son mari, avocat et administrateur, d'une enquête qui pouvait le concerner.

CONZETT-KNECHT, Verena (1861-1947), ouvrière et socialiste féministe, première présidente de l'Union suisses des ouvrières (1896), engagée pour l'amélioration de la sécurité au travail, de l'assurance pour les ouvriers et la diminution des temps de travail pour les ouvrières. Quitte plus tard le mouvement socialiste et se tourne vers le volet caritatif du mouvement féminin bourgeois.

DEL PONTE, Carla (1947-), avocate d'origine tessinoise, procureure du canton du Tessin (1981-1994) qui instruit surtout des activités de blanchiment d'argent sale et de corruption, en partie en collaboration avec le juge italien Giovanni Falcone, puis procureure fédérale (1994-1999) et enfin procureure générale du Tribunal pénal international pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie (1999-2007), où la mort par infarctus de l'accusé Slobodan Milosevic la prive de l'occasion de présenter le réquisitoire historique. Après la fin de son mandat, elle est nommée ambassadrice de la Suisse en Argentine.

FAAS-HARDEGGER, Margarete (1882-1963), féministe radicale et syndicaliste socialiste, première secrétaire pour les ouvrières de l'Union syndicale suisse (1905-1909) qui la congédie en raison du radicalisme de son engagement féministe et syndical, fondatrice des revues *Die Vorkämpferin* et *L'Exploitée*, militant non seulement pour les droits politiques des femmes, mais aussi pour l'instauration d'une assurance maternité et le principe de la rémunération du travail ménager, fondatrice également, avec Gustav Landauer, l'Alliance socialiste (Sozialistischer Bund) et sa revue *Sozialist*, s'engage pour l'amour libre, l'avortement et les droits des femmes.

GILLABERT-RANDIN, Augusta (1918-1940), paysanne vaudoise, créatrice de la première organisation de productrices agricoles en Suisse. Elle s'engage au sein de différentes organisations pour les droits des paysannes face aux structures patriarcales de l'Association suisse des paysans aussi bien que pour le suffrage féminin.

GOEGG-POUCHOULIN, Marie (1826-1899), membre du comité central de la Ligue internationale pour la paix et la liberté (président d'honneur : Giuseppe Garibaldi), elle publia 1868 dans la revue *Les Etats-Unis de l'Europe* un appel à la création de comités féminins pour le soutien de la Ligue qui formeraient une Association internationale des femmes, appel considéré comme le début du mouvement féministe en Suisse; fondatrice (1868) et première présidente de l'Association internationale des femmes, première organisation du mouvement féministe en Suisse pour laquelle elle s'avéra cependant trop égalitaire, fondatrice de l'Association pour la défense des droits de la femme qui s'engage pour l'égalité des Suissesses sur le plan civil. Réussit moyennant une pétition à faire admettre les femmes à l'Université de Genève (1872).

GOSTELI, Marthe (1917-) fille de paysans bernois qui travaille pendant la Deuxième guerre mondiale dans les médias et s'engage pleinement dans les luttes féministes à partir des années 1960. Elle préside notamment le groupe de travail des organisations féminines suisses pour les droits politiques féminins où elle joue un rôle déterminant dans le lobbying menant à l'acceptation de la votation populaire sur ce sujet en 1971. Elle fonde également l'Archive pour l'histoire du mouvement féministe suisse qui porte son nom.

GOURD, Emilie (1879-1946) suffragiste, fondatrice (1912) et rédactrice en chef du périodique *Le Mouvement féministe*, aujourd'hui *l'émilie*, organisatrice infatigable d'associations et d'activités pour les droits politiques féminins, présidente de l'Association suisse pour le suffrage féminin.

GRAF, Emma (1865-1926) consacre sa thèse de doctorat de l'Université de Berne à Rahel Varnhagen (écrivaine allemande de l'ère romantique souvent considérée comme « première femme moderne de Prusse »). En tant que présidente de l'Association suisse des institutrices elle lutte pour la rémunération égale des femmes et des hommes. En 1915 elle prend l'initiative pour la première conférence de la paix sur sol suisse, crée l'*Annuaire féminin suisse* et est nommée présidente de l'Association bernoise pour le suffrage féminin. Après la guerre elle préside le 2^e Congrès national suisse des intérêts féminins à Berne.

HALLER, Gret (1947-), dr. iur. et avocate à Zurich, s'engage pour l'égalité des droits entre femmes et hommes et les Droits de l'Homme qu'elle voit en relation directe, membre de l'exécutif de la ville de Berne (1985-1988), du Conseil national (1987-1994) qu'elle préside en 1993-94, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1990-94) où elle devient ambassadrice de la Suisse (1994-96), et travaille pour l'OSCE dont elle est médiatrice des Droits de l'Homme pour la Bosnie et Herzégovine (1996-2000), puis membre de la Commission Venise (dès 2007, Commission européenne pour la démocratie par le droit, du Conseil de l'Europe).

HEIM-VÖGTLIN, Marie (1845-1916), première suisse à faire des études en médecine et à exercer dans son propre cabinet, fondatrice du premier hôpital pour femmes en Suisse avec en annexe une école (non religieuse) pour infirmières. S'engage activement pour les droits politiques féminins et contre l'alcoolisme.

HEINZELMANN, Gertrud (1914-1999), avocate et théologienne catholique féministe, directrice du Bureau contre l'arbitraire dans l'administration et les associations de la Fédération des coopératives Migros (1963-1976), membre du comité central de l'Association suisse pour le suffrage féminin (1956-1976, présidente 1959-60), rédactrice d'une requête adressée à Vatican II (1962) revendiquant l'égalité des sexes dans l'Eglise catholique et l'accès des femmes à la prêtrise ; une des grandes figures de la lutte pour les droits des femmes en Suisse, surtout durant la période «sèche» entre les deux mouvements féministes.

HUMBERT-DROZ, Jenny (1892-2000) militante socialiste, communiste et pacifiste qui participe à tous les combats politiques et sociaux du 20^e siècle, épouse de Jules Humbert-Droz, fondateur du parti communiste suisse (1921). Pionnière du féminisme, elle préside la première section des Femmes socialistes (1946).

JAGGI, Yvette (1941-) politicienne socialiste, directrice de la Fédération romande des consommatrices, membre du Conseil national (1979-1987), du Conseil aux États (1987-1991), du Conseil municipal de Lausanne (1986-1990) puis syndique de Lausanne (1990-1998), co-présidente de la Constituante vaudoise (1999-2002), présidente de la fondation culturelle Pro Helvetia (2002-2006) et membre actif du comité de rédaction de la revue *Domaine public*.

Juges fédérales (Suisse) : Le Tribunal fédéral, mis en place en 1848 (création de l'Etat fédéral moderne) est la cour suprême suisse, donc l'ultime instance de recours en cas de procès. Sans lien formel avec les droits politiques, l'accès des femmes à cette haute instance juridique a, là aussi, été tardif alors que les études de droit étaient fréquentées par les femmes depuis assez longtemps déjà. Les juges fédéraux sont élus par l'Assemblée fédérale (réunion des deux Chambres) pour des mandats de six ans, renouvelables.

Florence Aubry Girardin (1964-) avocate et juge cantonale, présidente de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance accidents, puis juge fédérale (2007-).

Margrith Bigler-Eggenberger (1933-) avocate, juge au canton de St. Gall, professeure de droit, députée au Grand conseil du canton de St. Gall, puis élue juge fédérale en tant que première (et longtemps unique) femme (1975-1994).

Elisabeth Escher (1955-) notaire, avocate et juge valaisanne puis juge fédérale (1998-).

Fabienne Hohl (1956-) avocate, professeure d'université, juge et présidente du Tribunal cantonal fribourgeois puis juge fédérale (2001-).

Laura Jacquemoud (1957-) avocate, substitut du procureur général, juge au canton de Genève puis juge fédérale (2007-).

Christina Kiss (1960-) avocate et greffière, juge au canton de Bâle Campagne puis juge fédérale (2003-).

Kathrin Klett (1953-) avocate, juge au canton de Bâle Campagne puis juge fédérale (1991-).

Susanne Leuzinger-Naef (1949-) avocate, présidente de la Commission fédérale de recours pour l'assurance accidents, juge au canton de Zurich puis juge au Tribunal fédéral des assurances (1996, présidente 2006, puis vice-présidente du Tribunal fédéral après la fusion des deux tribunaux en 2007).

Ursula Nordmann-Zimmermann (1943-), avocate, professeure de droit à l'Université de Neuchâtel, puis juge fédérale (1997-2007).

Vera Rottenberg Liatowitsch (1944-) juge au canton de Zurich puis juge fédérale (1994-).

Ursula Widmer-Schmid (1942-) juge au canton de Lucerne, juge au Tribunal fédéral **des assurances, puis juge fédérale (1984-2008).**

Danièle Yersin (1942-) professeure de droit à l'Université de Lausanne, juge fédérale (1993-2008).

KAUFMANN, Claudia (1956-), dr. iur., militante de l'OFRA (Organisation pour la cause des femmes, organisation féministe de gauche), devient la première directrice du bureau fédéral de l'égalité (1988-1993) puis secrétaire générale du Département fédéral de l'Intérieur dirigée par la conseillère fédérale Ruth Dreifuss* (1996-2003), puis elle travaille comme ombudswoman (médiatrice) de la ville de Zurich (2004-).

KEMPIN-SPYRI, Emilie (1853-1901) première juriste suisse et européenne ayant acquis le doctorat et l'habilitation en droit ; devant le refus de son admission au barreau en tant qu'avocate elle dépose la première plainte en Suisse au nom de l'égalité, plainte rejetée par le Tribunal fédéral en 1887. Est également rejetée sa proposition au Tribunal fédéral d'inclure les femmes dans la notion de « Suisses » figurant dans l'article constitutionnel sur l'égalité des droits. Suite à ses propositions, le canton de Zurich change sa loi sur le barreau en l'ouvrant aux femmes (1898).

KLAWA-MORF, Anny (1894-1993) fille d'ouvrier et ouvrière elle-même, s'engage dans le mouvement ouvrier zurichois, puis fonde le premier groupe socialiste de femmes au sein de la jeunesse socialiste (1910); appelée Anny la Rouge, elle fonde en 1921 l'organisation social-démocrate des jeunes (Faucons rouges) qu'elle dirige jusqu'en 1967 ; se bat pendant toute sa vie pour les droits des femmes.

KÖNIG, Lilo (1940-) libraire/bibliothécaire, fondatrice et animatrice principale du MLF à Zurich (1969-1975), s'engage de manière constante et radicale pour l'égalité ainsi que les droits humains, contre toute forme d'exclusion, entre autres dans le groupe militant « augenau » qui surveille toute forme d'internement, tout en évitant de s'insérer de manière plus importante dans les institutions officielles.

LIEBERHERR, Emilie (1924-), dr. oec., née au canton d'Uri où il n'était pas encore possible aux filles de faire des études de niveau intermédiaire donnant accès à l'université ce qui l'oblige à continuer ses études à Zurich, politicienne socialiste très engagée dans la lutte pour les droits politiques féminins, premier membre féminin de l'exécutif municipal de Zurich (1970-1994) et députée au Conseil des Etats (1978-1983), engagée aussi pour les intérêts des consommateurs et des personnes âgées.

MEIER, Josi (1926-2006), avocate à Lucerne et membre du parti chrétien-démocrate, est élue parmi les premières onze femmes au Conseil national (1971-1983) après l'acceptation des droits politiques féminins en 1971 puis au Conseil des Etats (1983-1995) dont elle devient la première présidente féminine en 1991/92.

NABHOLZ-HAIDEGGER, Lili (1944-), avocate et première présidente de la Commission fédérale pour les questions féminines, mène la première plainte pour l'égalité de rémunération après l'introduction de l'article sur l'égalité à la constitution fédérale, plainte d'un groupe d'infirmières contre la ville de Zurich qui n'aboutit qu'après avoir parcouru tous les niveaux judiciaires jusqu'au Tribunal fédéral. Membre radical du Conseil national de 1987 à 2003.

PIECZYNSKA-REICHENBACH, Emma (1854-1927), après un voyage aux Etats-Unis (1889) qui lui fait découvrir les Unions des femmes, elle s'engage dans la lutte féministe et participe au premier Congrès des intérêts féminins à Genève (1896); fondatrice, avec Helene von Mülinen*, de l'Alliance des sociétés féminines (1900).

RAGAZ-NADIG, Clara (1874-1957), s'engage dans le mouvement religieux socialiste et préside longtemps la Ligue internationale féminine pour la paix et la liberté, fondée 1915 en Suisse, où elle lie les exigences pacifistes et émancipatrices.

RUCKSTUHL, Lotti (1901-1988), s'engage en tant qu'avocate, journaliste et militante pour le droit des femmes de garder leur nom et citoyenneté. Née en Afrique du Sud, elle maintient pendant toute sa vie la relation avec le mouvement féministe et pacifiste international sans égards pour les « sensibilités » des hommes suisse.

SOMAZZI, Ida (1882-1963), se définit comme adepte de la Société des Nations, des droits des femmes et de la paix et donc comme citoyenne féministe du monde. Fonde en 1933 la communauté de travail Femme et Démocratie qui est la première organisation suisse d'une certaine importance à affronter, par son engagement public pour la démocratie et l'égalité des hommes et des femmes, les groupements fascistes après la prise de pouvoir nazi en Allemagne. Après la guerre, elle préside la commission d'étude pour les questions féminines de l'ONU et de l'UNESCO.

UCHTENHAGEN, Liliane (1928-), avocate à Zurich, compte en tant que membre socialiste du Conseil national (1971-1991) parmi les onze premières femmes élues au législatif fédéral, est proposée par son parti comme première conseillère fédérale en 1983 mais n'est pas élue par la majorité bourgeoise du parlement qui lui préfère un homme (O. Stich).

VALCESCHINI, Liliane (1938-), scandalisée par le fait que des ouvrières expérimentées dans les fabriques de montres continuent de gagner moins que de jeunes ouvriers formés sur le tas, cette femme pose, avec quelques collègues de la section locale du syndicat des machines et de l'horlogerie, en 1990 la question « Pourquoi pas une grève ? ». Elle lance ainsi l'idée d'une grève de femmes lors du 20^e jubilé de l'introduction des droits politiques des femmes et du 10^e anniversaire de l'introduction du principe de l'égalité dans la constitution suisse. Le 14 juin 1991, un demi million de femmes participe à cette grève avec une foule d'actions diverses, donnant une impulsion puissante au mouvement féministe qui mène, entre autres, à l'élection de Ruth Dreifuss* au Conseil fédéral* et à la consolidation de l'égalité sur le plan légal.

VON MAY VON RUED, Julie (1808–1875), critique le fait que dans les pays où les hommes ont gagné leurs libertés, les femmes restent d'autant plus dépendantes. 1872 lors de la préparation de la première votation pour une révision de la constitution fédérale, elle appelle par une brochure sur la question féminine en Suisse (*Die Frauenfrage in der Schweiz*) aux Suissesses de s'organiser et de s'engager activement pour leur égalité légale ; dans la même année, elle crée avec Marie Goegg-Pouchoulin l'Association internationale pour la défense des femmes qui remplace l'Association internationale des femmes qui devient une organisation purement philanthropique.

VON MÜLINEN, Helene (1850-1924), d'origine patricienne bernoise et encore interdite d'études universitaires, fondatrice (avec Emma Pieczynska-Reichenbach*) et première présidente de l'Alliance des sociétés féminines, association faîtière des associations féminines (1900), est une des personnes les plus importantes de la lutte pour les droits politiques féminins et une des fondatrices du féminisme organisé.

VON ROTEN, Iris (1917-1990), juriste, journaliste et théoricienne féministe radicale, auteure d'un traité surtout économique et juridique de 564 pages, à la fois fouillé, sagace et polémique contre la subordination des femmes (*Frauen im Laufgitter. Offene Worte zur Stellung der Frau* - en fr. Femmes dans un parc d'enfants. Paroles franches concernant la situation de la femme - 1958) avant la première votation sur les droits politiques des femmes en Suisse (1959, avec résultat négatif). Est systématiquement diffamée dans les médias et finit par se détourner de la problématique de l'égalité.

VON SALIS-MARSCHLINS, Meta (1855-1929), première femme en Suisse à être docteur en histoire et suffragette d'origine aristocratique grisonne, est la première à revendiquer les droits politiques pour les femmes en Suisse (*Réflexions hérétiques d'une femme pour le Nouvel An*, publiées dans le quotidien démocrate Züricher Post 1887) et plus généralement l'égalité des droits; défend un féminisme plutôt individualiste et garde une certaine distance à l'égard des organisations féministes. Connaissance personnelle de Nietzsche avec lequel elle a des échanges dont elle tire un livre et soutient financièrement les archives; montre des intérêts racistes (Gobineau) dans ses écrits ultérieurs.

ZEHNDER-STADLIN, Josephine (1806-1875), s'engage dans les années 1840 au sein du mouvement radical-libéral pour le droit des femmes à la formation pédagogique et pour la création d'une école normale féminine suisse. La constitution fédérale de 1848 situant l'instruction publique dans la compétence des cantons, le projet d'une école normale nationale devient caduc.

Bibliographie

- Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Der Kampf um gleiche Rechte - Le combat pour les droits égaux*. Schwabe, Basel 2009
- Birgit Christensen (éd.), *Démocratie et sexes : symposium interdisciplinaire à l'occasion du 150^e anniversaire de l'Etat Fédéral*. Chronos, Zurich 1999
- Erica Deuber Ziegler et Natalia Tikhonov (éd.), *Les femmes dans la mémoire de Genève*. Ed. Suzanne Hurter, Genève 2006.
- Annette Frei, *Rote Patriarchen, Arbeiterbewegung und Frauenemanzipation in der Schweiz um 1900*. Chronos, Zürich 1987.
- Marthe Gosteli, *Histoire oubliée : chronique illustrée du mouvement féministe 1914-1963*. Stämpfli, Berne 2000
- Beatrix Mesmer, *Ausgeklammert – Eingeklammert. Frauen und Frauenorganisationen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*, Basel 1988
- Beatrix Mesmer, *Staatsbürgerinnen ohne Stimmrecht, Die Politik der schweizerischen Frauenverbände 1914–1971*, Chronos, Zürich 2007
- Commission fédérale pour les questions féminines, *Femmes – Pouvoir – Histoire. Evénements de l'histoire des femmes et de l'égalité des sexes en Suisse de 1848 à 1998*. Berne 1998.
- Sybille Hardmeier, *Frühe Frauenstimmrechtsbewegung in der Schweiz (1890-1930), Argumente, Strategien, Netzwerk und Gegenbewegung*. Chronos, Zürich 1997
- Brigitte Mantilleri & Florence Hervé, *Histoires et visages de femmes*. Cabédita, Yens sur Morges 2004
- Elisabeth Joris, *Les mouvements de libération des femmes*. in : Paul Hugger (éd.), *Les Suisses. Modes de vie, traditions, mentalités*. Payot, Lausanne 1992, 953-970
- Elisabeth Joris et Heidi Witzig (éd.), *Frauengeschichte(n), Dokumente aus zwei Jahrhunderten zur Situation der Frauen in der Schweiz*. 4. erweiterte Ausgabe, Limmat, Zürich 2001 (1986)
- Monique Pavillon et François Vallotton (éd.), *Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930*. Université de Lausanne, Faculté des Lettres, Section d'histoire, Lausanne 1992
- Silke Redolfi, *Frauen bauen Staat, 100 ans Alliance de sociétés féminines suisses*. NZZ, Zürich 2000
- Lotti Ruckstuhl, *Frauen sprengen Fesseln. Interfeminas*, Bonstetten 1986
- Susanna Woodtli, *Du féminisme à l'égalité politique. Un siècle de luttes en Suisse, 1868-1971*. Payot, Lausanne 1977